

20 mars 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Valéry Giscard d'Estaing au journal "Le Parisien Libéré" du 20 mars 1981 sur les thèmes de sa campagne électorale

QUESTION.- Monsieur le Président, c'est au candidat-citoyen que je m'adresse. Mme GISCARD D'ESTAING nous déclarait, il y a deux mois : "Si nous n'écoutions que nos désirs personnels, cela ne nous conduirait pas à souhaiter renouveler un septennat". Donc, pourquoi vous présentez-vous pour un nouveau mandat ? Qu'est-ce qui vous pousse à vous représenter ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai expliqué aussi simplement et clairement que je le pouvais aux Français. C'est le fait qu'une oeuvre a été -entreprise, d'ailleurs dans une période très difficile, et que cette oeuvre doit être poursuivie pour le bien de la France et pour le bien des Français. C'est à-partir de cet objectif que je me suis déterminé.

- QUESTION.- Que pense Mme GISCARD D'ESTAING de votre candidature.

- Anne-Aymone GISCARD D'ESTAING.- Très simplement, je pense que mon mari est le meilleur Président qu'il puisse y avoir actuellement pour la France. C'est cela qui prime absolument toutes les considérations personnelles.

- QUESTION.- Comment peut-on, sur-le-plan humain, avoir envie de faire un second septennat, alors que l'on a déjà été Président de la République pendant sept ans ?

- LE PRESIDENT.- Au-plan humain on n'en a pas envie. Mais vous savez ce que disait le général de GAULLE sur son séjour à l'Élysée, et je me souviens très bien des confidences du président POMPIDOU sur ce sujet. Sachez que l'on ne prend pas une telle décision pour des motifs personnels.\

QUESTION.- Vous avez dit que vous étiez citoyen-candidat. Est-il possible d'oublier et de faire oublier pendant cette campagne, que vous êtes, toujours et d'abord, Président de la République ?

- LE PRESIDENT.- Le Président de la République est président jusqu'à l'expiration de son mandat. L'expiration de son mandat intervient après l'élection. D'ailleurs, prenez un cas récent qui illustre bien les choses. Aux Etats-Unis, le président en exercice est resté en fonctions jusqu'en janvier, conformément à la Constitution. Je suis et je reste Président de la République, mais j'ai voulu marquer que pour ma campagne, pour les réunions, pour les débats de toute - nature, je me comporterai en citoyen-candidat, c'est-à-dire que je n'utiliserai pas l'appareil de l'Etat.

- Un exemple, je me suis rendu pour l'émission télévisée "le Grand Débat" sur place dans les studios de la télévision, et j'ai participé au débat dans les mêmes conditions matérielles que les autres candidats.

- Lorsque je me déplacerai en province, je le ferai par des moyens de transport qui ne seront pas les moyens de l'Etat et les représentants de l'Etat dans les régions ne seront associés en aucune manière à mes réunions. Certes, comme je suis président, il y aura toujours un dispositif prévu, permettant de maintenir la liaison directe avec l'Élysée, de façon à pouvoir prendre, si c'était nécessaire, les décisions qu'imposeraient les circonstances. Cela vous montre bien la difficulté.\

QUESTION.- N'est-il pas difficile de dire que sept ans n'ont pas suffi pour mener à bien son programme et qu'un nouveau septennat soit nécessaire ? Peut-on faire du neuf après sept ans à l'Élysée ? Deux mandats élyséens sont-ils nécessaires pour mener à bien sa tâche présidentielle ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas ce que je dis. J'ai accompli pendant sept ans les tâches que je m'étais fixées, compte tenu, bien entendu, des circonstances. Mais la vie ne se déroule pas en

ni étaient fixées, -compte tenu, bien entendu, des circonstances. Mais la vie ne se découpe pas en tranches de sept ans et le monde ne s'arrête pas au bout de sept ans. Il y a un certain nombre d'actions qui supposent une durée plus longue. Exemple : la réalisation de l'indépendance énergétique de la France. J'ai pris les décisions essentielles en 1975. C'est à partir de 1982 que nous en recueillerons les résultats principaux. C'est en 1985 - 1990 que la France atteindra la véritable indépendance énergétique. De même, pour la défense, les principales décisions que j'ai prises seront pleinement opérationnelles à partir de 1984. D'où la nécessité d'une certaine durée. Et il y a toujours des choses nouvelles à faire. C'est pourquoi j'ai indiqué je me présentais, non pas pour un nouveau septennat, mais pour un septennat nouveau.\

QUESTION.- N'est-on pas trop enfermé dans une tour d'ivoire lorsqu'on est Président de la République et n'est-on pas trop loin de la vie des Français de tous les jours ?

- LE PRESIDENT.- J'ai tout fait pour sortir de la tour d'ivoire et pour en ouvrir les fenêtres... Rappelez-vous, au début de mon septennat, on me l'a reproché. On a prétendu qu'il s'agissait de gadgets, alors que c'était simplement la volonté de garder une vie simple et maintenir des contacts directs, comme je les avais avant mon élection. J'entends maintenir la simplicité et l'ouverture dans les relations du Président de la République et de l'opinion publique.\

QUESTION.- La France était, jusqu'à présent, coupée en deux. Ne craignez-vous pas qu'elle soit coupée en quatre après la campagne du premier tour ?

- LE PRESIDENT.- Pas du tout. L'effet de l'élection présidentielle sera de définir la majorité. Cette majorité s'exprimera et se manifesterà à l'occasion du second tour. Et, comme on l'a vu dans d'autres pays, vous constaterez que la force de l'élection présidentielle est de donner une impulsion à la majorité nouvelle.\

QUESTION.- Lorsque vous avez annoncé votre candidature, vous avez précisé : "Je vais pouvoir vous dire ce que j'ai sur le coeur". Qu'avez-vous voulu dire ? Et qu'allez-vous dire ?

- LE PRESIDENT.- Je voulais dire que dans ma fonction on est tenu à une grande réserve. D'abord parce qu'on parle au nom de la France. Toute la presse internationale surveille vos propos, commente vos déclarations. On ne peut donc pas s'exprimer sur le ton familier et direct que l'on souhaiterait avoir avec ses compatriotes.

- D'autre-part, le Président est amené à répondre à toutes sortes de questions sur les décisions qu'il prend au-cours de son septennat et, là aussi, il faut tenir -compte de la réserve qu'impose la fonction, par exemple vis-à-vis des autres institutions telles que le Gouvernement ou le Parlement.

- Or, au-cours de la campagne, j'entends adopter le ton le plus direct et parler de tout ce que j'ai fait de la manière la plus simple. Ma règle sera de faire une campagne orale. Je veux dire par là que, lorsque je ferai des discours, ce ne seront pas des textes écrits que je dirai sur les tribunes, je parlerai à coeur ouvert.\

QUESTION.- Quel est pour vous le fait le plus important, celui qui vous a le plus marqué ou impressionné au-cours de ce septennat ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y en a pas un, il y en a beaucoup. Il y a évidemment les décisions que j'ai été amené à prendre au-cours des interventions extérieures de la France, par exemple l'envoi d'un régiment de parachutistes à Kolwesi. Ce sont les décisions les plus fortes, celles qu'on doit prendre seul et en quelques heures. Cela dit, le plus important pour moi, a été de conduire l'action de la France avec les deux gouvernements successifs pendant une période qui sera décrite par l'Histoire comme une période de crise économique mondiale profonde.\

QUESTION.- Quelle est la réforme que vous regrettez le plus de ne pas avoir faite au-cours de votre septennat et quelle est la première réforme que vous proposerez de faire si vous êtes réélu ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas de réforme que je regrette de ne pas avoir faite au-cours du premier septennat. Nous avons fait ce qui pouvait être fait dans les circonstances et dans l'état de la société française. Ce que je -compte essentiellement poursuivre, c'est l'amélioration de la justice dans la société française, c'est-à-dire la réduction des inégalités excessives.\

QUESTION.- Et de quoi êtes-vous plus particulièrement satisfait à l'issue de ce septennat ?

- LE PRESIDENT.- De l'action en faveur des personnes âgées. Depuis longtemps je pensais

qu'une des causes du profond malaise social de la France, qui ne s'exprime pas uniquement au moment des élections, mais dans bien d'autres circonstances, c'était la manière dont la France avait traité ses personnes âgées. Par-rapport à d'autres pays d'Europe, par exemple, l'Allemagne `RFA` qui avait un système de retraite et de pensions pour toutes les personnes âgées depuis près d'un siècle, nous étions terriblement en retard. Le fait que nous avons pu, en sept ans, non pas tout régler mais améliorer de façon considérable la situation des personnes âgées et des retraités est pour moi la première satisfaction de mon septennat.\

QUESTION.- Quelle est l'attaque ou la chose qui vous a le plus blessé ces derniers temps ou au-cours de votre septennat ?

- LE PRESIDENT.- Je n'y attache pas d'importance. Il est normal qu'un président de la République soit attaqué ou blessé. Cela ne me touche plus du tout.\

QUESTION.- Vous avez dit récemment que votre plus grave échec était de n'avoir pu régler le problème de l'emploi. Pensez-vous pouvoir régler ce problème au-cours d'un deuxième septennat ? Et comment ? Quelles propositions allez-vous faire ?

- LE PRESIDENT.- La vérité est la suivante. Nous avons fait un effort considérable en faveur de l'emploi au-cours du premier septennat. D'abord en rénovant les structures de l'économie française qui en avait besoin. Ensuite en entreprenant un certain nombre d'actions telles que, par exemple, les pactes successifs pour l'emploi et en-particulier pour l'emploi des jeunes. il faut que vous sachiez que ces pactes ont permis de placer un million sept cent mille jeunes Français dans des postes de travail au-cours des quatre dernières années. Ce travail fondamental ayant été accompli, je pense que nous pouvons maintenant passer à une vitesse supérieure.

- De nombreux projets, qui sont en préparation, vont pouvoir aboutir au-cours du prochain septennat.\

QUESTION.- Quelle politique envisagez-vous pour faire reculer l'inflation. Et pour maintenir le pouvoir d'achat des Français ? LE PRESIDENT.- Il faut poursuivre une politique qui maintienne, solides, les deux piliers de la vie économique française, c'est-à-dire le budget et la monnaie. Nous avons, à l'heure actuelle, la meilleure situation budgétaire d'Europe et le franc est une monnaie solide qui résiste à tous les tourbillons de la situation monétaire internationale. Je maintiendrai le budget et la monnaie.\

QUESTION.- Vous avez dit également que le problème de la jeunesse sera le problème central d'un second septennat. Qu'allez-vous proposer de nouveau à la jeunesse dans les domaines, notamment de l'éducation, de la formation et de l'emploi. LE PRESIDENT.- En effet, j'axerai délibérément ma campagne sur la jeunesse. Pourquoi ? Parce que ma campagne est tournée vers l'avenir et que la jeunesse, c'est l'expression vivante de l'avenir. L'exigence dominante de la situation de la France à l'heure actuelle est de s'adapter au monde nouveau. Je crois que c'est par la jeunesse qu'elle s'adaptera au monde nouveau. Ma première réunion publique, en région parisienne d'ailleurs, sera exclusivement consacrée aux jeunes.\

QUESTION.- Parmi les problèmes qui préoccupent les Français il y a en premier lieu celui de leur sécurité dans la vie de tous les jours. Qu'allez-vous proposer pour rendre confiance aux Français ?

- LE PRESIDENT.- Poursuivre ce qui a été entrepris à cet égard et que je vous rappelle. Je place, en effet, la sécurité des Français au tout premier rang des objectifs du futur Gouvernement. Parce que nous sommes un pays qui a toujours connu la sécurité dans ses campagnes, dans ses villes £ qui a toujours eu un taux de criminalité faible, comparé aux autres. Il faut que les Français puissent continuer à vivre en sécurité. Il fallait d'abord bien analyser la situation £ nous avons étudié les causes de la violence en France. Il fallait ensuite se doter des moyens. La criminalité française est concentrée dans dix départements. Ces dix départements sont ceux d'intense urbanisation, notamment les petite, grande couronnes de la région parisienne.

- Nous avons créé des postes nouveaux dans nos forces de police. Nous avons cent onze mille policiers à l'heure actuelle. Nous avons remis sur le terrain des moyens de police qui étaient employés dans des services administratifs, 3000... Nous avons augmenté de 50 % le nombre de véhicules et de 50 % le nombre des motocyclettes. Nous avons doublé le nombre de postes de radio.

- D'autre-part, je souhaite que notre police qui est excellente - comme Président de la République, j'ai pu le constater - ait une formation professionnelle plus poussée, qu'elle puisse ainsi améliorer ses conditions d'activité. Il est essentiel qu'elle ait confiance en elle-même et dans la considération que lui porte la population. Quand je suis arrivé, un agent de police parisien avait une durée de formation totale de quatre mois. Quel est le métier pour lequel, à l'heure actuelle, on se contente de quatre mois de formation ? Et encore dans ces quatre mois, il y avait des stages qui bien trop souvent étaient de faux stages où, en fait, on commençait déjà à faire travailler les agents. Eh bien, nous avons allongé toutes ces durées de formation et à l'heure actuelle, la formation d'un agent de police dure neuf mois et celle d'un inspecteur seize mois. La qualification de notre police a donc fait des progrès considérables. En même temps, il fallait améliorer et accélérer les procédures de justice tout en respectant naturellement les droits de la défense et c'est ce qui a été fait par le projet "Sécurité et Liberté", les deux mots qui sont au coeur des préoccupations des Français.\

QUESTION.- Ferez-vous aussi des propositions sur le problème du logement et aussi de la vie dans les grands ensembles et notamment dans la région parisienne ?

- LE PRESIDENT.- Il y a l'urbanisme et il y a le logement. En-matière d'urbanisme, vous avez vu que depuis le début du septennat, on a arrêté la construction des grands ensembles. Il n'y a qu'à regarder Paris et la banlieue, il n'y a eu aucun projet nouveau de grand ensemble depuis mon élection. Mais en-matière de logement, nous avons continué à construire, à construire beaucoup et social : deux fois plus que l'Angleterre et que l'Italie et même plus que l'Allemagne fédérale `RFA`. Nous sommes orientés essentiellement vers le logement individuel.

- Quelques chiffres. Au moment de mon élection, quand on construisait trois logements il n'y avait qu'un logement individuel. A l'heure actuelle, quand on construit trois logements il y a deux logements individuels. Depuis la réforme du logement, il y a deux ans, un million deux cent mille familles sont devenues propriétaires de leur logement. Parmi ces familles, les deux tiers sont des familles qui ont moins de 6500 francs de ressources par mois. On a donc pu ouvrir l'accession à la propriété individuelle à des catégories qui en étaient exclues en France. C'est ce que j'appelle rendre les Français propriétaires de la France. Ce sera un des grands thèmes du futur septennat.\

QUESTION.- Les animaux jouent un grand rôle dans la vie des Français. Quel rôle jouent-ils dans la vôtre ?

- LE PRESIDENT.- Ce sont mes compagnons les plus fidèles. D'ailleurs un des chiens qui est là est né au début de mon septennat. Il est né en août 1974 et il m'a tenu compagnie depuis. Je me suis occupé du sort des animaux, une mission a été confiée à un parlementaire en mission qui a fait un excellent travail et j'ai demandé au Gouvernement de traduire dans la réalité ses conclusions, notamment pour mettre fin aux cruautés qui subsistaient dans certains abattoirs, pour mettre fin à certains trafics, en-particulier le trafic des jeunes chiens à l'importation qui donnaient lieu à des souffrances inutiles. Je souhaite que nos compagnons de vie quotidienne soient de mieux en mieux traités en France.\

QUESTION.- De nombreux observateurs vous ont trouvé ragaillardi et rajeuni depuis l'annonce de votre candidature. Aimez-vous le combat, le combat politique ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas du tout le combat politique, j'aime le contact avec les Français. Vous avez parlé tout à l'heure de tour d'ivoire, je souffrais de la situation d'isolement qui est trop souvent par la force des choses celle de Président de la République. Le fait de retrouver de façon simple et directe mes compatriotes est pour moi une source de joie et de rajeunissement.\

QUESTION.- Quelle ambition peut-on encore avoir pour soi-même lorsqu'on a été président de la République pendant sept ans. LE PRESIDENT.- Aucune. Il ne reste plus que l'intérêt de la tâche.

QUESTION.- Vous avez dit qu'après ce mandat vous n'en solliciteriez pas un autre. Que ferez-vous alors ? Et, a contrario, si vous n'êtes pas réélu, que ferez-vous ? LE PRESIDENT.- Je redeviendrai avec bonheur un Français parmi les autres.\

QUESTION.- Monsieur le Président il vient d'y avoir des débats politiques animés ces derniers jours autour de la campagne électorale. Pouvons-nous en parler ? LE PRESIDENT.- Je réponds tout de suite : je -compte mener ce que j'appelle une campagne positive. Je dirai aux Français ce que je leur propose pour l'avenir de la France et comment résoudre ces problèmes. J'ai dit à la

que je leur propose pour l'avenir de la France et comment résoudre ses problèmes. J'ai dit à la télévision que je ne m'occuperai pas des autres candidats. Je ne m'occuperai pas des autres candidats. Je fais ma campagne. Que chacun fasse la sienne.\